

Un nouveau monde politique ?

Introduction

Jean-Louis Schlegel

Ami-mandat du quinquennat d'Emmanuel Macron, après deux ans et demi d'une vie politique plutôt agitée, placée à l'intérieur sous le signe des réformes et des résistances aux réformes, puis des Gilets jaunes, à l'international dans un contexte de menaces multiples, du terrorisme à l'installation de nouveaux pouvoirs autoritaires et au recul du droit international, il est temps d'interroger ce qu'est devenue la promesse du « *nouveau monde politique* » annoncé pendant la campagne électorale de 2017.

Tout a été dit, scruté à la loupe, pesé, loué ou condamné au quotidien quant au style de gouvernement et aux décisions politiques d'Emmanuel Macron, quant à leurs avantages et leurs limites, leurs succès et leurs échecs, leurs promesses tenues et non tenues. Pour cette raison, nous avons souhaité éviter dans le dossier qui suit, autant que faire se peut, l'écueil de la personnalisation. À trop se focaliser sur la personne de Macron ou un hypothétique « *macronisme* », comme la Constitution de la V^e République y prête naturellement, on risque de passer à côté des dynamiques de fond qui expliquent qu'en France comme ailleurs, la politique « à l'ancienne » s'effondre, tandis que de nouvelles formes de mobilisation apparaissent, qui structurent autrement l'espace public, pèsent sur la décision politique et rendent parfois l'exercice de la vie démocratique difficile au point de jeter le doute sur l'intérêt et la valeur intrinsèques de la démocratie.

Les hypothèses, les réflexions, les questionnements de ce dossier tournent par conséquent autour de la nouveauté – ou non – du « *moment Macron* », des mutations qu'il a enclenchées ou accélérées, mais aussi des changements qui existeraient sans lui, tout simplement parce qu'on

Introduction

assiste à des évolutions similaires ailleurs. Quelle que soit la part de la chance et des qualités personnelles dans l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, elle était et reste inscrite dans un moment politique particulier, que l'on a qualifié parfois de « *post-politique* ». Une crise profonde de la représentation démocratique se dessine, si elle n'est pas déjà installée, qui atteint les gouvernants et les dirigeants, les formes, les modalités et la crédibilité de la « gouvernance », comme les gouvernés, confrontés à l'effondrement des partis, des idéologies, des corps intermédiaires, marqués par une défiance profonde envers les institutions, affichant de plus en plus souvent et ouvertement un refus décidé des autorités constituées et de leurs décisions. Comme la crise des formes reçues de légitimité démocratique et des médiations de tous ordres se heurte aussi à l'absence d'alternative politique crédible, comment s'étonner que des citoyens de plus en plus nombreux des démocraties dites « libérales » se mettent, sinon à lorgner vers des formes de gouvernement autoritaires, du moins à penser que les démocraties ne sont pas, contrairement à ce qu'on leur dit et répète, le meilleur ou le moins mauvais régime possible ?

Le dossier de ce numéro veut prendre en compte les dimensions multiples d'un moment politique où l'inquiétude démocratique croît. Il analyse la situation politique en France en la replaçant dans le contexte de recompositions qui se jouent aussi en Europe, voire au-delà, dans le monde entier. Recompositions en termes d'idées et de

**Le dossier de ce numéro
veut prendre en compte
les dimensions multiples
d'un moment politique
où l'inquiétude
démocratique croît.**

discours, qui voient les extrêmes droites nationalistes se renforcer, et les droites traditionnelles tentées de s'allier avec elles, tandis que la social-démocratie ne convainc plus, et que les préoccupations écologiques montent de toutes parts (voir la table ronde et l'article de Jean-Claude Monod). Changements, aussi, des pratiques et des outils de communication et d'organisation politique, car les réseaux sociaux modifient en profondeur la relation entre dirigeants et dirigés, la prise de parole individuelle et collective ou les demandes de reconnaissance dans l'espace public. Ces nouveaux médias favorisent tout à la fois des phénomènes d'hyper-incarnation et des mobilisations spontanées, horizontales, sans hiérarchie apparente, ainsi que l'expression publique de propos violents et haineux (Mauro Barberis, Vincent Martigny). Transformations profondes des sociétés, enfin, des formes d'identification et des structures

Jean-Louis Schlegel

de pouvoir : la jeunesse exprime autrement ses révoltes et ses aspirations politiques (Erwan Ruty), tandis que, pendant qu'on se laisse distraire par le spectacle politique, une révolution des femmes est en marche (Véronique Nahoum-Grappe).

À tel point que l'on peut se demander si notre moment ne serait pas, plutôt, *pré-politique* : de nouveaux clivages et de nouvelles forces attendent de s'affirmer, qui ne font qu'esquisser les prémices d'un nouveau monde, où l'écologie, comme souci de la nature au sens le plus étendu et de la qualité de la vie, aura une place transversale prédominante (nous y reviendrons dans les mois qui viennent). En donnant la parole à plusieurs membres de la rédaction d'*Esprit* (voir la table ronde), ce numéro est aussi une occasion d'explicitier la ligne politique de la revue, son attachement à une pensée de « *la vie bonne avec et pour autrui, dans des institutions justes* », sa sensibilité réformiste et son refus d'une radicalité sans responsabilité. Dans cette nouvelle configuration politique, il exprime nos craintes, nos espoirs et nos engagements communs, sans cacher que les clés de lecture sont multiples, et que l'avenir reste à écrire.